

Petite anthologie des révoltes françaises

Comme la hausse du carburant dans le mouvement des gilets jaunes, il a suffi souvent d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres. Retour sur six journées qui ont changé le cours de notre Histoire.

PAR FRANÇOIS-GUILLAUME LORRAIN

C'est toujours la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La mèche qui allume l'incendie. Quelle que soit l'image, les révoltes françaises répondent au même principe du foyer isolé, anodin en apparence, qui gagne une société déjà au bord de l'implosion. Dans «La fièvre hexagonale», Michel Winock avait esquissé une typologie des crises politiques entre 1871 et 1968, constatant que le détonateur était toujours modeste. Si on élargit l'analyse

aux six journées que nous avons retenues, on constate cette même force entraînant de la décision malheureuse, du mot de trop, du décret fatal, une sorte de battement d'ailes du papillon révolutionnaire : renvoi d'un préfet de police le 6 février 1934, opération de police de Thiers en mars 1871 face à Paris, interdiction d'un banquet en 1848, ordonnances de Charles X en 1830, rumeurs paranoïaques qui circulent dans Paris en octobre 1789, arrestation du doyen du Parlement lors de la Fronde de 1648. Tout va très vite. Le pouvoir se croyait en sûreté, il est pris à la ■■■

Les opposants à Macron ont-ils pris des champignons hallucinogènes ?

PAR SÉBASTIEN LE FOL

Nicolas Sarkozy n'a pas été réélu. François Hollande n'a pas pu se représenter. A ce rythme-là, on se demande si Emmanuel Macron parviendra à achever son mandat. L'impopularité du président s'avère certes spectaculaire. Mais les médias l'ont un peu vite enterré. On ne meurt jamais en politique. Rappelons à ceux qui réclament sa destitution qu'il a été élu. Ne parlons même pas des guillotineurs qui voudraient lui réserver le sort des tyrans. Si l'état de forme du président a de quoi inquiéter, l'humeur de ses opposants est tout aussi préoccupante. Ils ont tort de se réjouir des mésaventures du macronisme : ils n'en tireront aucun profit. Leur cote de

popularité reste amorphe. En effet, le spectacle qu'ils offrent depuis un mois a de quoi rebuter. Dépassés par le mouvement des gilets jaunes, ils nagent à contretemps et se noient. Les paroles responsables n'émergent pas. La France insoumise a basculé dans la folie. L'ex-sénateur Mélenchon est doublé par l'enragé Ruffin dans la course à l'insurrection. Une autre partie de la gauche attise les braises. Elle est tellement heureuse d'endosser à nouveau la tunique de l'antifascisme. Marine Le Pen, qui a plutôt bien joué jusque-là, s'affiche à Bruxelles avec un populiste américain se gaussant de la France, Steve Bannon, ex-conseiller de

Trump. Nicolas Dupont-Aignan semble avoir ingurgité des champignons hallucinogènes. Et la droite ? Certains de ses ténors ont oublié qu'ils avaient exercé le pouvoir. Ils ont donc contribué à notre endettement et à notre niveau record de prélèvements obligatoires. Depuis quarante ans, les politiques se refilent la patate chaude du modèle social français. Aujourd'hui dans les mains de Macron, elle le brûle. Alors, lui ou l'abîme ? C'est faire le jeu du chaos que de manier cette rhétorique. Si une opposition raisonnable ne se reconstitue pas très vite, Steve Bannon pourrait bientôt introniser Marine Le Pen à l'Elysée ■

■■■ gorge. Cet éclair qui provoque la déflagration, l'accélération des événements vers un cours imprévu a valu à raison à notre Histoire ses qualificatifs de convulsive et de paroxystique. C'est notre loi, notre logique irrationnelle. Autre constante : parfois, l'incendie semble éteint puis il repart, ailleurs, pour un coup de feu, par hasard. Ne jamais négliger la part du hasard.

Voilà pour l'écume, le coup de sang, le symptôme, mis en branle par la colère, la peur, la souffrance, le ras-le-bol... Car le mal est plus profond, évidemment. La révolution est à la fois un début et un dénouement. Pour qu'un feu prenne d'emblée, il faut un bois sec, apte à s'enflammer. Ce matériau, la France l'a toujours fourni, écartelée entre un Etat omnipotent, centralisé, écrasant, et des citoyens éparpillés, parcellisés, «étrangers les uns aux autres», constatait Tocqueville, mais qui, soudain, se retrouvent, provisoirement, saisis de la même «fièvre fraternelle» pour conjuguer des intérêts parfois fort différents. Pauvre en corps intermédiaires, la France s'est ainsi offert de terribles face-à-face entre le pouvoir et le peuple.

Mais s'il y a les forces vives qui donnent les premiers coups de boutoir, font reculer la troupe, la foule effervescente des ouvriers, des artisans et des étudiants, arrive toujours le moment des professionnels qui ramassent la mise. La politique est la domestication de la violence. Face au gouvernement ou au roi, les politiciens prennent le relais à l'Assemblée pour traduire en actes cette violence informe et primitive. Le plus souvent, il y a le recours à un homme providentiel : un nouveau roi, un nouveau président du Conseil, Doumergue en 1934 ou de Gaulle en 1958, autres exemples que nous aurions pu retenir. Jadis, on savait finir une insurrection. Aujourd'hui, pour la première fois, ce passage de relais échoue, l'horizontalité l'emporte sur la verticalité, les Chinois diraient que le yin, qui mène à terme, manque dans ce mouvement sans leader, qui renvoie mutatis mutandis aux révoltes anciennes de la faim et de la disette.

Une autre chose a changé. Il n'aura échappé à personne que le mouvement des gilets jaunes est issu de la province. Naguère, les insurrections n'ont pas épargné les provinces, mais ces jacqueries – Croquants, Va-Nu-Pieds, Bonnets rouges, Tard-Avisés –, qui pouvaient faire tache d'huile, étaient vite noyées dans le sang avant de gagner Paris, n'ayant droit qu'à quelque écho affaibli dans les palais parisiens ou versaillais. Les seules révolutions qui ont abouti, 1789, 1830, 1848, ont toutes débuté à Paris, scène unique de tous les drames. Mai 68, les grandes manif's sur l'enseignement, le CPE étaient encore des manifestations parisiennes entretenant la flamme d'une ville toujours crainte pour ses crues de violence. A cet égard, la scène primitive de nos guerres civiles est bien celle

d'Etienne Marcel, prévôt des marchands de Paris qui, avec ses gens des corporations, envahit le palais royal, pénètre dans la chambre du dauphin terrorisé et fait assassiner deux de ses conseillers, dont le sang rejaillit sur la robe du futur Charles V, avant de le coiffer du chaperon rouge et bleu aux couleurs de la ville. Scène hallucinante ! C'est à Paris que s'élèvent les premières barricades du royaume en 1588, lorsque le peuple, voyant défiler des milliers de gardes suisses et de gardes-françaises interdites dans la capitale, prend soudain peur. Une ville imprévisible, de sans-culottes, qui a déposé la monarchie, fait régner la Terreur, fomenté trois révolutions au XIX^e, que les rois puis les régimes républicains se sont évertués à anesthésier ou à fuir. La voilà aujourd'hui vidée sociologiquement de ses humeurs, mais envahie par les fureurs des provinces qui redoublent le divorce Etat-citoyens par un divorce géographique.

26 août 1648

La reine fait arrêter le doyen du Parlement

Paris : des chaînes sont tendues en travers des rues étroites, on démonte les pavés, le petit peuple des artisans et des portefaix, pioche à la main, élève des barricades jusqu'à proximité du palais royal, où résident la régente, Anne d'Autriche, et le jeune roi, Louis XIV. Pourquoi tant d'émotion ? C'est que le pouvoir vient d'arrêter le doyen du Parlement, le conseiller Broussel. Un pouvoir qui se croyait intouchable depuis l'annonce de la victoire de Condé à Lens. Mais Broussel est populaire auprès du peuple de Paris, il vit simplement avec sa servante près de la place de Grève. On ne touche pas à Broussel. La reine veut envoyer la milice bourgeoise, mais celle-ci est aux mains des corporations dont les chefs ambitionnent des charges de parlementaires. La foule continue de crier « Vive Broussel ! ». Vive les parlementaires aussi, qui, en grand habit, coiffés de leur mortier, processionnent jusqu'au Palais-Royal, où ils entendent demander la libération de leur pair. Furieuse, la reine espagnole veut faire tirer sur eux, pour punir l'énième affront de ce Parlement qui, depuis quelques mois, entend contrôler les dépenses de l'Etat, imposer un habeas corpus dans les arrestations arbitraires, bref, qui se prend pour un Parlement anglais !

Mazarin dissuade la reine, qui accepte à condition, lui souffle son conseiller, que ces parlementaires se soucient moins de politique. Ceux-ci vont en délibérer. Pour cela, il faut qu'ils retournent à leur siège, dans l'île de la Cité. Les revoilà devant la foule. Où est Broussel ? crie-t-elle. Persuadée qu'ils ont cédé, la foule, irrationnelle, se met à les insulter, à leur tirer la barbe, à jeter des tomates sur le président du Parlement, Molé, qu'elle avait acclamé une heure aupa-

Jadis, on savait finir une insurrection. Aujourd'hui, pour la première fois, le passage de relais au politique échoue.



La foule se met à jeter des tomates sur le président du Parlement, Molé, qu'elle avait acclamé une heure auparavant.

Irrationnel. « Le président Molé et les factieux à Paris durant la Fronde », le 26 août 1648, par Vincent François André.

ravant. Les barricades ne seront pas démantelées avant la libération, le surlendemain, de Broussel. Le Parlement refuse finalement la condition posée par Mazarin. La Cour doit fuir de nuit à Saint-Germain-en-Laye. Le peuple, essoré de taxes, ne décolère pas contre Mazarin, la reine, le Parlement, les riches, une colère que les princes vont détourner à leur profit pour affaiblir le pouvoir. Il faudra près de quatre ans et une guerre rangée entre Mazarin, la reine et les grands du royaume pour calmer les esprits.

5 et 6 octobre 1789

Les femmes de Paris viennent réclamer du pain au roi

« Le peuple en insurrection est inaccessible d'ordinaire au raisonnement », écrivait Mme de Staël, qui assista à l'irruption des femmes de Paris dans le château royal. Avant le 6 octobre, il y eut bien sûr le 17 juin, quand les députés du tiers état, lassés de l'immobilisme du roi, se constituèrent en Assemblée nationale, lançant une révolution politique. Il y eut aussi évidemment le 14 juillet, prise d'un symbole de l'arbitraire royal, provoquée par le renvoi de Necker et la peur engendrée par la présence de régiments autour de la capitale. Mais la logique des journées des 5 et 6 octobre est plus instructive encore. Plusieurs éléments cristallisent cette déferlante de femmes venues réclamer du pain. La rumeur, d'abord : celle

qui se répand à Paris prétend que le 1^{er} octobre, dans la salle de l'Opéra du château de Versailles, les gardes du corps du roi ont accueilli le régiment de Flandres avec une « orgie » où l'on a foulé au pied la cocarde tricolore en présence de la reine. En réalité, seules des cocardes blanches avaient été distribuées. Mais cette rumeur coïncide avec la disette qui règne à Paris : on affirme qu'on stocke à Versailles de la farine pour affamer le peuple. Cette folle histoire coïncide avec une troisième peur : la circulation de ces régiments annoncerait une reprise en main de la capitale. D'où l'effervescence véhémente de ces femmes qui, arrivées à Versailles, envahissent l'Assemblée nationale, insultent le clergé, avant de camper sur la place d'armes, où elles fraternisent avec la Garde nationale de Versailles. Le roi, à qui l'Assemblée reproche de ne pas entériner les articles de la Constitution et la Déclaration des droits de l'homme, a décidé de rester et accueille une délégation de 12 femmes et de 6 députés. Il cède sur la Constitution et promet du pain. La crise semble résolue lorsque La Fayette, arrivé enfin de Paris avec sa Garde nationale, remplace les Suisses et les gardes du corps, qui cristallisent l'hostilité populaire.

Mais la surveillance se relâche durant la nuit et les émeutières, auxquelles se mêlent des gardes nationaux, se lancent, au sein du palais, dans une chasse à l'homme et aux gardes du corps qu'on décapite. On enfonce les portes, on ■■■■

■■■ envahit les escaliers, Marie-Antoinette, protégée par un garde qui se sacrifie, fuit vers les appartements du roi, qui est obligé de paraître au balcon. Les exigences ne sont plus les mêmes. Il doit revenir à Paris, otage de son peuple, qui, dans sa détresse furieuse, a donné un autre visage, insurrectionnel, à la Révolution.

25 juillet 1830

Charles X prend des ordonnances répressives

La mèche est connue : les ordonnances prises à Saint-Cloud par Charles X. Elles prévoient une modification de la loi électorale qui exclurait une partie de la bourgeoisie, ainsi que la suppression de la liberté de la presse. L'origine de cette décision est le pourrissement d'un conflit qui oppose depuis un an un roi raidi dans ses prérogatives et une opposition parlementaire libérale qui revendique un « *droit d'adresse* », d'intervention dans les affaires publiques. Le souverain, en position défensive, a déjà dissous la Chambre des députés en mai et renvoyé les Assemblées, mais il a perdu les élections en juin. Après la prise d'Alger, début juillet, il se croit cependant revigoré et intouchable.

Préparée dans le plus grand secret, l'initiative royale provoque la stupeur puis une réaction immédiate. Le plus frappant est la brièveté imprévisible de cette révolution, qui en trois jours, rebaptisés les Trois Glorieuses (27-28-29 juillet), met à bas un régime certes contesté, mais qui semblait solide. « *Quoi qu'on fit, promet le préfet de police, Paris ne bougerait pas.* » Paris bougea. Quels vont être les protagonistes ? On a retenu la résistance des grands journaux (*Le Moniteur, Le Globe, Le National*), d'où émergent les figures de Thiers, de Rémusat, qui dès le 26 font paraître cette protestation : « *Le régime légal est interrompu, celui de la force est commencé. L'obéissance cesse d'être un devoir.* » Mais, à eux seuls, ils ne peuvent rien. Ils tentent de convaincre les députés d'opposition d'entrer dans l'aventure. Ceux-ci hésitent à réclamer davantage que le départ du président du Conseil, Polignac. Le général Marmont et ses troupes campent dans Paris avec 8 000 hommes.

L'élan viendra des républicains et des bonapartistes ; des artisans, des boutiquiers, des typographes ; mais beaucoup aussi d'étudiants et d'ouvriers réunis dans l'Association des patriotes, qui prépare depuis janvier l'établissement de la République et se range derrière La Fayette. Ils lisent les ordonnances sur les places publiques, se ruent dans les armureries du faubourg Saint-Marcel, sabotent les relais du télégraphe Chappe, brisent les lampes à gaz, érigent les premières barricades, rue Montmartre, près du Palais-Royal, puis de l'hôtel de ville. « *Ce n'est pas une émeute, mais une révolution* », écrit Marmont à Charles X, qui réside à Saint-

Cloud. Les troubles se répandent de quartier en quartier. « *A bas les Bourbons* » est le slogan. La troupe recule vers l'ouest, au-delà de l'Etoile. Le roi nomme un nouveau président du Conseil, mais il est trop tard. Talleyrand et Thiers ont poussé en avant le futur Louis-Philippe, qui attendait prudemment à Neuilly. L'hypothèse républicaine est écartée – ralliement de La Fayette –, la bourgeoisie et les libéraux récupèrent la révolution.

14 février 1848

Le gouvernement interdit un banquet

Encore une fois, une mesure anodine en apparence fait sauter le bouchon : la proscription, le 14 février, d'un banquet politique par le préfet de police. Or elle cristallise l'exaspération persistante d'une bourgeoisie dominante, qui a pris le pouvoir dans les faits, mais frustrée par un suffrage électoral restrictif. Cette insatisfaction politique de la bourgeoisie – les banquets permettaient de contourner l'interdiction de réunion – va converger avec l'éveil d'une conscience ouvrière forgée dans la misère d'une industrialisation naissante. C'est l'émergence des classes laborieuses, étiquetées « *dangereuses* ». « *Un vent de révolution est dans l'air* », interpelle Tocqueville en janvier, qui s'alarme de l'immobilisme du gouvernement Guizot. La crise économique de 1847 n'arrange rien. Le rassemblement pour le banquet du 14 reporté au 22 février, place de la Madeleine, voit des étudiants fraterniser avec des ouvriers aux cris de « *A bas Guizot ! Vive la réforme !* ». La cible est le président du Conseil. Paris est bien tenu par l'armée et la Garde nationale, mais il y a un tué parmi les manifestants. Un tué de trop. L'émeute se propage à d'autres quartiers. Plus inquiétant, le lendemain, 23 février, la Garde nationale, composée de petits-bourgeois, fraternise avec les ouvriers et reprend le slogan « *Vive la réforme !* ». En acceptant de remplacer Guizot par Molé, Louis-Philippe cède et calme la situation. Le 23 au soir, tout semble rentrer dans l'ordre.

Mais ces deux journées ont répandu dans les rues un liquide inflammable. Une escarmouche dans le quartier des Capucines dégénère vers minuit, la troupe fait plus de 50 morts, promus aussitôt en martyrs. Comme en 1830, on promène les morts sur des charrettes, à la lueur des torches, pour stimuler l'ardeur révolutionnaire. Des centaines de barricades s'érigent. La crise se dénoue le lendemain 24 au sein du pouvoir : Molé se dérobe devant la proposition et suggère Thiers, qui exige la dissolution de l'Assemblée refusée par Louis-Philippe. Pour éviter un bain de sang, il signe son abdication à midi. Sa belle-fille tente un coup de poker en demandant une régence pour son fils à l'Assemblée nationale, qui est envahie par les révolutionnaires. ■■■

« *Quoi qu'on fit, promet le préfet de police en 1830, Paris ne bougerait pas.* » Paris bougea.



La révolution au féminin. Gravure représentant la marche des femmes de Paris sur Versailles, le 5 octobre 1789.

En 1848, comme en 1830, on promène les morts sur des charrettes, à la lueur des torches, pour stimuler l'ardeur révolutionnaire.



Insurrection éclair.

Détail du célèbre tableau de Delacroix, « Le 28 juillet : la Liberté guidant le peuple ». Trois jours suffiront à mettre fin au régime de Charles X, en 1830.



Les couleurs de la République.

Lamartine repousse le drapeau rouge pour le drapeau tricolore, à l'hôtel de ville, le 26 février 1848 (peinture d'Henri Félix Philippoteaux, détail).

JOSSE/LEEMAGE - BRIDGEMAN IMAGES - CAISA/LEEMAGE



Étincelle. Sur les hauteurs de Montmartre, en 1871, Thiers vient de lancer l'ordre de récupérer les canons qui sont aux mains de la Commune.

Antiparlementarisme.

Le 6 février 1934, les ligues nationalistes des Croix-de-Feu manifestent place de la Concorde, dans le sillage de l'affaire Stavisky.

■ ■ ■ Ceux-ci imposent la République, proclamée à l'hôtel de ville par Lamartine, membre d'un nouveau gouvernement provisoire. Changement de régime, donc, mais gros malentendu entre les aspirations de la bourgeoisie et celles des ouvriers, doubles vainqueurs. Il n'y en aura finalement qu'un, en juin, quand le gouvernement, terrorisé, fera tirer sur les ouvriers des Ateliers nationaux.

18 mars 1871

Thiers veut récupérer des canons à Montmartre

Pendant plusieurs mois, la capitale n'a pas cédé aux Prussiens. Alors que le gouvernement, replié à Bordeaux, signait l'armistice fin janvier, les Parisiens refusaient de se rendre, fustigeant les traîtres signataires. La Commune sera un mouvement patriotique. Les élections législatives décidées par Bordeaux ont accouché en février d'une Chambre à majorité monarchiste, qui escompte une fin prochaine du régime républicain, proclamé en septembre 1870. La Commune sera aussi une défense de la République, menacée par cette restauration monarchique. Le pacte de Bordeaux établi début mars par Thiers, chef du gouvernement, qui remet à plus tard le débat sur le régime, entretient la hantise de ce retour. Enfin, les premières mesures sociales, qui annoncent la sup-

pression de certains moratoires ou la baisse de la solde des gardes nationaux, finissent de cristalliser un noyau dur de petits-bourgeois et d'ouvriers parisiens. Le divorce est scellé entre Paris et la province conservatrice des notables et des ruraux. La Garde nationale parisienne, composée surtout de bataillons populaires, se constitue en un comité central dont le programme est assez simple : défense de la République, abolition de l'armée permanente. Un contre-pouvoir. Des oppositions irréductibles sont en place, il ne manque plus que l'étincelle.

De retour de Bordeaux, Thiers, qui a fait l'affront aux Parisiens de déplacer la capitale à Versailles, donne l'ordre de désarmer les bataillons qui contrôlent plus de 220 canons sur la butte Montmartre. Il faut les récupérer et si possible arrêter les insurgés. Pas de négociation, retour à l'ordre. Malgré les réserves des militaires, Thiers, qui a écrit 20 volumes sur l'« Histoire du Consulat et de l'Empire », se prend pour Bonaparte et entend mettre au pas ceux qui contestent la légitimité de l'Etat. Ce qui devait être une opération de police dégénère en guerre civile. Le 18 mars, des soldats de ligne sont réquisitionnés et avancent dans l'est de Paris, à Belleville, aux Buttes-Chaumont, vers Montmartre. Mais ils refusent de tirer et fraternisent avec une foule accueillante. C'est un échec, qui vire au bain de sang le même jour après

En mars 1871, des soldats de ligne sont réquisitionnés. Mais ils refusent de tirer et fraternisent avec une foule accueillante.



que deux généraux capturés ont été exécutés par les insurgés: «*On ne traite pas avec des assassins*», réplique Thiers. Des tentatives de compromis entre Paris et Versailles, où se distingue le jeune Clemenceau, échouent, alors que le comité central, qui a investi l'hôtel de ville ce même 18 mars, organise des élections municipales qui vont accoucher de la Commune. «*Entre les factieux de l'hôtel de ville et les intolérants aveugles de l'Assemblée, la France gît, saignante, frappée au cœur. Si l'Histoire dit un jour que l'insurrection a poussé le pays dans l'abîme, elle ajoutera que le pouvoir régulier et légal a tout fait pour rendre sa chute mortelle*», écrit Zola. Deux mois plus tard, Thiers, qui avait fait voter par l'Assemblée la création de bataillons de volontaires pour marcher sur Paris, écrase la Commune lors de la Semaine sanglante: 25 000 morts.

6 février 1934

Les liges marchent sur l'Assemblée

La pression montait depuis le 8 janvier, date du « suicide » de Stavisky, l'homme d'affaires véreux qui a compromis des politiques rebaptisés «*chéquards*». L'Action française donne le ton d'une presse qui fustige les pourris, dénonce le «*mantau des étouffeurs*» recouvrant les couloirs de la Chambre et les coulisses de la Bourse. Largement dominante, c'est cette presse qui, durant tout le mois de janvier, fait grimper la température et appelle les liges patriotiques à manifester contre le gouvernement radical de Chautemps, cible principale. Celui-ci commet l'erreur d'enterrer une commission d'enquête sur Stavisky, ce qui, bien sûr, nourrit les soupçons

de collusion. Le 22 janvier, des violences urbaines sont commises à Paris par les membres des Jeunesses patriotes, de l'Action française et de la Solidarité française. La municipalité de Paris, qui est de droite, soutient le mouvement. Le 27, le garde des Sceaux, Raynaldy, accusé de mauvais trafics, démissionne. Le même jour, nouvelle émeute dans les rues de Paris, où le service d'ordre du préfet de police Chiappe laisse faire. Le lendemain, le gouvernement radical Chautemps démissionne. Le pouvoir a cédé à la rue.

Mais la crise rebondit. Pressenti pour former le nouveau gouvernement, le radical Daladier révoque le préfet Chiappe, qu'il accuse de connivence avec les manifestants de droite. Chiappe ameute la presse, qui appelle à manifester le 6 février, le jour où justement Daladier doit se présenter à la Chambre. Ce limogeage incite les anciens combattants (Croix-de-Feu, Union nationale des combattants) à entrer dans la danse et cristallise des mouvements divers. Comme l'analyse Michel Winock dans «*La fièvre hexagonale*», le 6 février voit se télescoper «*deux projets différents*»: les plus virulents des liges – Jeunesses patriotes, Solidarité française, Action française – ont voulu pénétrer dans le Palais-Bourbon – pour y faire quoi, le savaient-ils eux-mêmes? – en venant de la Concorde et en tentant de franchir le barrage des policiers. Les autres, plus nombreux, anciens combattants arrivant d'ailleurs et repartant vers la Madeleine, ou le conseil municipal venu de l'hôtel de ville, ne voulaient que démontrer leur force. Ils obtiendront gain de cause: Daladier, qui n'est pas investi, cède à un homme de droite, Gaston Doumergue ■

PHOTOZ/ILLUSTRATION

RUE DES ARCHIVES/COLLECTION PARTICULIÈRE/PVDE